



Que cherche Israël en voulant interdire Al-Jazeera ?

Mark Levine - *Netanyahu a-t-il besoin d'un écran de fumée pour se protéger du scandale de ses affaires de corruption, ou existe-t-il une raison plus sinistre d'interdire Al-Jazeera ?*

La tentative actuelle du gouvernement d'Israël de clore les bureaux d'Al-Jazeera à Jérusalem reflète un changement potentiellement considérable dans la façon dont est perçu le rôle des médias critiques, pas seulement dans l'occupation israélienne de la Palestine, mais dans le monde arabe en incluant l'Afrique de l'Est et du Nord.

L'initiative est particulièrement curieuse puisque Al-Jazeera et Israël ont longtemps eu une relation symbiotique, même si souvent contradictoire. Malgré les critiques de longue date et souvent très sévères à l'égard de l'occupation israélienne et de ses politiques, Israël a accordé à la chaîne une latitude relativement large dans son travail. Il y a eu au cours des années des reproches répétés et des menaces de fermer ses bureaux, mais cela n'a pas empêché le personnel d'Al-Jazeera et ses contributeurs d'assurer la couverture des événements et de produire leurs analyses.

Les bureaux d'Al-Jazeera - comme d'autres organisations de médias - sont installés depuis des années dans le même complexe que le Bureau de presse du gouvernement. Le fait de me présenter pour une demande d'autorisation au nom du réseau [Al-Jazeera] n'a jamais causé plus de difficultés que lorsque je procédais de même pour les médias américains, pour prendre un exemple. En fait, il semblait même que la relation avec Al-Jazeera était une source de fierté pour les médias et les responsables de la presse en Israël, reflétant ainsi le concours de circonstances qui a si bien servi chacun des partis.

Pour Israël, Al-Jazeera, en particulier le réseau de langue arabe, a fourni au gouvernement des occasions sans précédent de s'adresser aux citoyens arabes dans toute la région à partir des années 1990 et au plus fort du processus d'Oslo. Le fait qu'Al-Jazeera ait autorisé les officiels israéliens et, par le biais de ses rapports, les citoyens ordinaires à s'exprimer sans aucune censure était une ouverture sans précédent pour Israël vers le monde extérieur, même s'il s'agissait d'une couverture négative.

D'autre part, l'accès d'Al-Jazeera aux officiels et aux commentateurs israéliens a permis au réseau d'élargir l'ensemble habituel des points de vue présentés sur d'autres réseaux arabes et de contester - sur tout son réseau de diffusion - le récit officiel israélien.

Par conséquent, après avoir permis à Al-Jazeera d'être présent et de travailler tandis que la violence de l'occupation était la plus intense (pour ne parler que des sièges de Naplouse et de Jénine et des multiples attaques de plus en plus mortelles contre Gaza), pourquoi le gouvernement israélien considérerait-il soudain si important de mettre fin à la présence d'Al-Jazeera à Jérusalem ?

Est-ce qu'il faut attirer l'attention sur les deux enquêtes sur la corruption de Benjamin Netanyahu - un scandale que certains médias ont appelé « la crise politique la plus grave » pour le Premier ministre israélien ? Peut-être Al-Jazeera est-il un bouc émissaire pour les échecs de Netanyahu et son manque de popularité de plus en plus évident.

Ou peut-être Israël prend-t-il simplement le train en marche dans la campagne contre Al-Jazeera lancée par l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis ?

Il se pourrait que les experts des médias israéliens estiment que les attaques contre le Qatar et Al Jazeera par un nombre conséquent de gouvernements arabes commencent à prendre de l'ampleur dans la sphère publique arabe, et qu'Israël essaie, à sa manière, de les soutenir afin d'y gagner une couverture favorable dans leurs médias officiels.

Le ministre des Communications israéliennes, Ayoub Kara, a tenté de justifier cette décision en accusant Al-Jazeera de faire en sorte qu'Israël « perde la vie des meilleurs de leurs fils », ajoutant que « lorsque nous voyons que tous ces pays ont déterminé que Al-Jazeera est un outil aux mains de l'État islamique [EI], du Hamas, du Hezbollah et de l'Iran, et que nous serions les seuls qui n'a pas avoir compris cela, alors quelque chose de ridicule se passe ici ». Le ridicule de l'accusation selon quoi Al-Jazeera permet de tuer des soldats israéliens ne vaut même pas d'être relevée ici. Ce qui importe, c'est la façon dont Israël essaie de se positionner dans le cadre d'une coalition plus vaste, dirigée par des gouvernements arabes, contre le « terrorisme ».

Il se pourrait aussi que le gouvernement israélien ait développé de suffisamment bonnes et plus ou moins ouvertes relations avec les gouvernements arabes de la région, et qu'il n'ait plus besoin d'avoir accès aux téléspectateurs d'Al-Jazeera. Peut-être le gouvernement israélien a-t-il estimé qu'il pouvait se passer d'une communication directe avec la population arabe puisque la montée d'un fort libéralisme économique, de la censure et du sectarisme ont rendu ce souci superflu. L'évolution de l'humeur dans les sphères publiques arabes et officielles montreraient que beaucoup d'Arabes ne s'intéressent plus à Israël ou à l'occupation, ce qui limite d'autant les effets des dénonciations d'Al-Jazeera.

Mais il y a une autre possibilité, cependant : qu'Al Jazeera soit devenue plus dangereuse que jamais. La montée du mouvement pour le Boycott, les Sanctions et le Désinvestissement (BDS) - à l'avant-garde mondiale en tant qu'outil de résistance pacifique à l'occupation, a été rendue possible en bonne partie grâce à la couverture médiatique constante et négative de la griffe israélienne sur la Palestine.

Parmi les principaux médias, peu ont été aussi couronnés de succès et se sont autant concentrés sur

l'exposition des réalités de l'occupation devant l'opinion mondiale, comme l'ont fait Al-Jazeera et The Guardian. Ainsi, la tentative de faire taire Al-Jazeera aujourd'hui pourrait être due au fait que sa couverture nuit gravement au statut international d'Israël. C'est jugé tellement inquiétant que le gouvernement envisage d'engager des actions dans un proche avenir – une autre attaque de grande ampleur sur Gaza ou l'annexion *de facto* ou *de jure* d'un territoire important en Cisjordanie – et qu'il ne peut pas tolérer une couverture aussi critique que celle d'Al-Jazeera. Quelles que soient les raisons du changement de politique, la décision de forcer Al-Jazeera à fermer ses bureaux de Jérusalem indique un changement dans les calculs stratégiques israéliens. Ces calculs devraient inquiéter quiconque se préoccupe non seulement de la liberté de la presse, mais aussi de la forte probabilité d'une autre guerre israélo-palestinienne .



* **Mark Levine** est professeur d'histoire spécialisé sur le Moyen-Orient, à l'Université de Californie. Il est auteur ou éditeur d'une demi douzaine de livres traitant du conflit israélo-palestinien et de la globalisation au Moyen-Orient, notamment : [Reapproaching Borders : New Perspectives on the Study of Israel and Palestine](#), [An Impossible Peace : Oslo and the Burdens of History](#) et [Rediscovering Americanism: And the Tyranny of Progressivism](#).
8 août 2017 - *Al-Jazeera* - Traduction : *Chronique de Palestine* - Lotfallah